

# REVOLUTION

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION : 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (10<sup>e</sup>) — Tél. : CEN. 68-96

ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. — 6 MOIS : 200 FR. C.C.P. 516 de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris

## La Révolution ébranle la coalition impérialiste

UN compromis ou l'intervention au Viet-Nam ? Ce dilemme n'oppose pas seulement l'imperialisme anglais à l'imperialisme américain, mais dresse l'un contre l'autre deux groupes puissants au sein même de la bourgeoisie américaine. Deux fois en quelques jours, le « New York Herald Tribune », organe républicain anti-macarthyste, a publié dans la même page des articles éditoriaux préconisant une politique opposée. Walter Lippman prônait un « compromis entre l'acceptable et l'insupportable », les frères Alsop (des journaux pourtant généralement modérés, adversaires en son temps de MacArthur) demandant l'intervention américaine immédiate sous peine de perdre toute l'Asie. Des groupes capitalistes puissants, avides d'un nouveau programme d'armement pour juguler la crise économique mondiale, passent à l'intervention, voire à la guerre avec la Chine. Mais les travailleurs américains sont profondément hostiles à une nouvelle guerre en Asie, bien que cette hostilité ne trouve pas encore d'expression politique sous la forme d'un Labor Party indépendant. Le gouvernement a beau promettre qu'une intervention aéro-navale suffira, et que, pour le reste, corps expéditionnaires français et troupes de sauter servent de bouclier au peuple, instruit par l'expérience coréenne, sait que ce sont ses enfants qui devraient mourir pour les trusts de 1000 kms de long de la côte. Leur résistance plonge la politique américaine dans une sorte de paralysie.

Les victoires de la révolution vietnamienne menacent dangereusement les dernières colonies anglaises et portent un coup à son empire africain ébranlé par les peuples. Mais, comme le montre par ailleurs dans nos colonnes notre correspondant John White, les travailleurs anglais s'opposent résolument à une guerre d'intervention. De plus, l'Angleterre doit compter avec l'Asie du Sud-Est, et les bourgeoisies « neutralistes » de l'Inde et de l'Afrique. L'Allemagne redoutait l'extension de la guerre. Aussi le gouvernement de Londres met-il son dernier espoir dans la bonne volonté à une guerre contrainte de Mao-Tse-Toung et Ho-Chi-Minh à accepter un compromis défavorable.

Ce n'est pas la bonne volonté qui manque à la bureaucratie du Kremlin pour trahir une fois de plus la révolution ; comme elle le fit en Espagne ou en Grèce, elle y déchaîna les leviers de commande, et elle ne détiend pas aujourd'hui en Chine ou au Viet-Nam. Ni Mao-Tse-Toung, ni Ho-Chi-Minh n'ont le pouvoir pour une révolution qui est encore en pleine ascension, ne peuvent ni ne veulent d'un accord conclu aux dépens du peuple vietnamien. Les adjurations de Malenkov, qui fit consacrer en tout 2 lignes de la « Pravda » à la victoire de Dien-Bien-Phu, n'y peuvent rien.

Nous ne disons rien de la politique française ; c'est qu'il n'y en a pas. Si Bidault s'efforça, en coulisse, de servir les vœux de Washington et de leurs complices du Vatican il a contre lui l'immense majorité du peuple français, dont le gouvernement n'aurait pas pu provoquer la colère par l'envoi de troupes du contingent ; il ne ferait d'ailleurs que hâter sa perte. Quant à la CED, déjà bien malade depuis août 53, les vainqueurs de Dien-Bien-Phu (et non les « bons Français » Daladier, Soustelle et Cie) lui ont porté un nouveau coup, entraînant le Parlement français à renvoyer sine die le débat de ratification. La bourgeoisie allemande cherche des solutions de rachat, par exemple à Moscou où va se rendre Dehler, chef de parti libéral qui participe au gouvernement Adenauer.

Ainsi, la révolutionnaire mondiale ébranle la coalition impérialiste, mine les plans de compromis de Malenkov, et bouleverse les plans de Washington et du Kremlin. BLOCH.

## PAS UN PAS EN ARRIÈRE DE PLUS pour la guerre contre le Viet-Nam

### UNITÉ ET ACTION POUR LE RETRAIT DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE

LA victoire de l'armée populaire vietnamienne a semé la confusion la plus complète chez les impérialistes. On a envoyé des généraux en renfort pour examiner sur place les mesures à prendre. Il est certain que du point de vue militaire, ce qui est mis à l'ordre du jour par l'armée populaire c'est le rejet du corps expéditionnaire à la mer dans le Nord-Viet-Nam. Les troupes d'élite ont été détruites à Dien-Bien-Phu, les mercenaires de Bao-Dai se sont rendus ou ont déserté en masse. Une bonne partie de l'état-major américain est allée de persuasion chez les vietnamiens « basoistes » qui n'ont pas encore déserté n'attendant que le moment favorable pour le faire. Ces changements de camp rendent donc très aléatoires les projets américains, d'équipement de nombreux bataillons

« nationaux ». De nombreux observateurs pensent voir se rééditer l'expérience Tohung-Kal-Tehek, dont les canons équipent maintenant l'armée populaire chinoise. Les rapports officiels d'état-major que publie « L'Express » sur la situation en Indochine montrent que nulle part la situation n'est plus favorable de vant l'armée populaire. On parle de réduire la défense du Tonkin au camp retranché d'Hanoi et à la route d'Hanoi-Haiphong, voire au seul réduit d'Haiphong, Hanoi étant indéfendable contre une population soulevée. Au Laos, note-t-on, seule Louang-Prabang, résidence d'un autre roi-fantôme, mérite notre attention. Du territoire cambodgien il faudra aussi évacuer la presque totalité, le laissant à la défense des Cambodgiens. Pour l'Annam et les plateaux montagneux du sud et du centre de l'In-

dochine on parle « d'abandon provisoire ». Quant à la Cochinchine on pense conserver... le cap Saint-Jacques, transformé en forteresse ! Mais, tout en faisant ces vœux, le gouvernement ose encore envisager des mesures pour redresser la situation. Bidault voudrait pouvoir envoyer le contingent so-battre pour une cause que l'ensemble du peuple français et de la jeunesse répudie ! C'est qu'en effet les mercenaires ne sont plus si faciles à trouver, et qu'il n'est pas commode de puiser dans des hypothétiques troupes de réserves. Sans doute il faudrait pour cela abroger une loi de 1950. Mais on peut être sûr que le gouvernement s'y emploiera de toutes ses forces, dans la perspective d'un échec de la Conférence de Genève. L'on est en effet aussi de prendre des hommes dans les pays coloniaux. Mais, là aussi, que de diffi-

cultés pour nos impérialistes ! Les peuples colonisés ont pris conscience de leur solidarité mutuelle, et Dien-Bien-Phu a renforcé les espoirs de ces peuples dans la lutte contre le colonialisme. Dans cette situation, Laniel est paralysé avec ses 2 voix de majorité parlementaire. Lui qui n'est pas tombé sur les grèves d'août, ni sur les mouvements paysans, ni sur l'élection de Versailles, ni sur Dien-Bien-Phu, sent maintenant venir sa fin. Dans tous les partis (à commencer par le sien, avec Pinay et Duchet) on prépare son renversement. Dans tous les partis, sauf au Parti Socialiste et au Parti Communiste ! Car Parti Socialiste et Parti Communiste ne veulent faire nulle part au gouvernement Laniel, et se gardent bien d'exiger le retrait immédiat des troupes françaises du Viet-Nam. Lejeune, au nom du P.S., se préoccupe du « moral du corps expéditionnaire ». Quant au PCF il n'a qu'un mot d'ordre de « lutte » contre la sale guerre actuellement, un mot d'ordre qui serait risible s'il n'était pas déshonorant : « LE TRAIN DE GENEVE PART A 23 h. 35 ! ». L'objectif ? Avec l'argent des travailleurs, envoyer quelques délégués perdre leur temps au bord du Lac Léman, et dire ensuite qu'on a fait quelque chose contre la guerre d'Indochine. Mais c'est se moquer des travailleurs, à qui un peu de bon sens suf-

(Suite page 3.)

## Lambert, Hébert, Augey, Portes, Lemoine, Renard et FRISCHMANN, représentant la C.G.T. ont engagé le 25 mai un fraternel débat sur l'unité

POUR le 25 mai, aux Sociétés Savantes, le Comité Permanent pour l'Unité Nationale d'Unité d'Action Syndicale a organisé un meeting rassemblant des dirigeants syndicaux et militants ouvriers de divers courants. En dépit des faibles moyens de propagande mis en œuvre, plusieurs centaines de travailleurs, attentifs et souvent enthousiastes, suivirent cette réunion (présidée par Lafèvre, pasteur autonome), où furent clairement indiquées les conditions d'une lutte unie (l'unité d'action à tous les échelons, garantie par les comités paritaires et animée par les Assises nationales) et ses perspectives : la victoire complète sur les exploitateurs et leur État. Nous donnons ci-dessous un résumé analytique des diverses interventions.

LAMBERT, évoquant le grand mouvement d'août, en tire la grande leçon : la nécessité d'un « Etat-major ouvrier » unifié, représentatif des travailleurs en lutte et désireux de mener l'action jusqu'à la victoire complète. C'est cette expérience d'août qui inspire l'action du Comité Permanent pour les Assises Nationales d'Unité d'Action Syndicale, dont la campagne inlassable a visé essentiellement ces derniers mois à mettre les dirigeants des confédérations face à leurs responsabilités. Reçues par les divers dirigeants confédéraux, les délégations du Comité Permanent n'ont obtenu que des réponses négatives ou évasives. D'où l'insuffisance, en particulier, des deux dernières initiatives de la CGT : celle des Conférences ouvrières et celle de la grève de 24 heures. Aux Conférences, les conditions d'une large représentation des organisations syndicales n'ont pas été remplies. Quant à la grève de 24 heures, les travailleurs auraient voulu y voir une étape vers la grève générale jusqu'au bout. On ne pouvait créer la confiance nécessaire au déclenchement d'une pareille lutte qu'en levant l'hypothèque de la division, ce qui ex-

igeait de la part de la CGT la concession des comités paritaires, à tous les échelons y compris inter-confédéraux. Ces conditions qu'il faut réaliser aujourd'hui pour rendre possible et victorieuse, demain, la lutte décisive qu'engagera la classe ouvrière.

HÉBERT, secrétaire général de l'Union Départementale Forcivoire de la Loire-Inférieure, souligne d'abord que, s'il n'est pas mandaté pour intervenir à cette tribune, il n'en exprime pas moins le point de vue d'un courant grandissant dans la centrale FO, comme vient d'en témoigner le Congrès de la Fédération des Cheminots. Le camarade Hébert souligne d'abord qu'à son avis personnel le pluralisme syndical, si néfaste qu'il soit, trouve sa raison d'être dans l'existence de courants divergents au sein de la classe ouvrière. Il n'en reste pas moins que forger l'unité de combat de la classe ouvrière contre ses exploitateurs est une nécessité pérenne. Comment y parvenir ? Les parades unitaires n'y suffisent pas. Il faut aussi remplir certaines conditions : le respect du moment décisif pris en commun — l'établissement d'un programme commun — la parité de représentation enfin. Cette parité est nécessaire en effet pour engager toutes les organisations. Car on a vu que l'absence d'une seule organisation, toute minoritaire qu'elle soit, suffit à empêcher l'action. D'où cette conclusion : refuser l'unité d'action, c'est refuser l'action. (Vifs applaudissements.)

À Nantes, l'unité d'action est pratiquée systématiquement. D'où le résultat obtenu le 28 avril, qui fait dire aux travailleurs nantais : « Il n'y a que nous ». Et le succès incomparable du mouvement d'août. En août dans la Loire-Inférieure, les comités de grévistes, professionnels et départementaux ont entraîné un mouvement d'une ampleur et d'une vigueur exceptionnelles, et se rendirent pratiquement maîtres du département. Aujourd'hui, nous allons vers de nouveaux août 53. Nous, qui nous regroupions ici, donnons l'impulsion nécessaire à ce mouvement et soyons prêts s'il le faut à jouer notre rôle de direction dans ces luttes, jusqu'à la victoire finale ! (Applaudissements.)

AUGEY (FEN Autonome, secrétaire de la section de l'Oise), souffrant, avant d'envoyer un message qui fut lu par R. Chéray. Après avoir évoqué le rôle passé des unitaires de la FEN, le camarade Augey nous a fait un exposé de leur unanimité les deux magnifiques grèves de 24 heures menées par les enseignants n'ont pas fait céder l'Etat. Il y a dans une telle unité de diversités corporatives ! D'où la valeur, en particulier, du mot d'ordre de diffé-

(Suite en page 4.)



« LA CUVETTE DE DIEN-BIEN-PHU », (2<sup>e</sup> époque)

## Les Cahiers de l'Anticommunisme

LA préparation du XIII<sup>e</sup> Congrès ? Pour Ducloux-Servin-Guyot, elle signifie : chasse aux trotskystes. Et Ducloux-Servin-Guyot n'ont pas tort, en entendant par « trotskysme » la volonté révolutionnaire qu'expriment les militants communistes en dépit de toutes les directives de collaboration des classes. Aussi est-il nécessaire, pour leur clientèle, non seulement de « démasquer et débarasser rapidement les braves galeuses », et les éléments troubles, provocateurs, émissaires des groupuscules trotskystes et autres policiers (thème 27), mais encore de « mettre en garde » les militants communistes qu'intéresse et attire la politique de classe de notre Parti.

Dans un article signé « La Rédaction », et intitulé « Trop de bases, besoins des agents trotskystes », les Cahiers du Communisme de mai 1954 versent, sous une nouvelle présentation, leur habituel tonneau d'injures anti-trotskytes. Le premier procédé employé, qui a toujours été ducloux et de son école, est l'amaigrissement de notre Parti et divers éléments anti-trotskytes. Cette fois, tout y passe : le groupe « trotskyste » (L'Union 27), Morin-Lafont-Dellac, l'Abord, et Démocratie Proletarienne ; ensuite, pour Marceau Pivert, toute la social-démocratie, « L'Observateur », le Ministère de l'Intérieur, etc. (Suite page 2.)

## LA JEANNE D'ARC POUR TOUS

Nos fidèles lecteurs, ainsi que ceux de « L'Observateur Romano », n'ont pas oublié que cette estimable production du Vatican avait parachuté la Pucelle (pas Mlle de Gaiard) à Dien-Bien-Phu pour y « casser du Viet ». Probablement aux cris de « Boutons les Vietnamiens hors du Vietnam ».

On avait mis les petits plats dans les grands. Au menu : poulets, Président de la République, poulets, derivatives, tourneurs du RCF, poulets et cambouis du Rey. Après l'office, tout le monde est retourné à ses occupations, les fascistes ayant évidemment quelque peu stagné à casser d'urgence pour venger le drapeau.

(Dernière minute : Le cardinal Spellman nous apprend que Roland et son cor participant également à la bataille. Nous reproduisons l'information sous les réserves d'usage.)

## NAVARRÉ ET FRANCE

Si « nous » avons été battus, nous a demandé le brave général, c'est parce que les Viet ont poussé la duplicité jusqu'à se servir de canons, et même à écouter de solides variations pour « orgues de Staline ». Le général a raison. Nous exigerons

## AMIS LECTEURS !

Ce numéro paraît avec un retard de vingt-quatre heures dû au congé de l'Ascension. Le prochain numéro (338) paraîtra dans trois semaines, après les fêtes de la Pentecôte, avec une abondante documentation sur le XIII<sup>e</sup> Congrès du P.C.F., sur le IX<sup>e</sup> Congrès du P.C.I., etc. Demandez-le le 15 juin à votre marchand habituel, ou mieux, abonnez-vous sans tarder. Vous aiderez ainsi à la parution d'une REVUE bi-mensuelle sur huit pages. Et, si vous vous abonnez avant le 15 juin, vous recevrez en prime l'intéressante brochure de P. Scall : « Deux ans de Révolution Bolivienne ».

Des militants communistes écrivent à La Vérité

La cause

Je vous envoie cette lettre pour essayer de corriger quelque chose. Je suis monté à Paris...

Dans la tribune de discussion de l'Humanité du mardi 18 la cellule de la Banque de France (Paris) a raison d'écrire...

C'est un simple bon sens et tout le monde le pense aujourd'hui. Dans l'Huma de la veille (lundi 17 mai) le camarade Faraut (Vincennes) écrit...

Les militants communistes écrivent aussi à L'Humanité

Le Secrétariat du PCF a décerné que la préparation du XIII<sup>e</sup> Congrès...

Que trouve-t-on dans cette « Tribune de discussion du XIII<sup>e</sup> Congrès » devenue une rubrique quotidienne de l'Humanité...

Le « choc » provoqué par l'exclusion d'André Marty est reconnu. Quant à l'affaire montée contre Lecœur...

Alors, Ducloux a osé demander à Lecœur une personne de confiance...

« Marcel Servin dans son article sur le respect des principes léninistes, dit « Le BP ne vit pas au départ... »

« Le Congrès est une indispensable de dénoncer plus nettement la bourgeoisie réactionnaire... »

Le Comité Central du Parti Communiste Internationaliste (section française de l'Internationaliste) a tenu les 23 et 24 mai...

traiter de toutes sortes de qualificatifs. Les centaines de militants exclus depuis 1952...

J'en connais 8 autour de moi qui ont été exclus, même pas par leur cellule mais par le secrétariat de section...

Donc en haut c'est comme en bas, le secrétaire de la cellule, on n'écrit que ce qu'il veut rien même quand on n'est pas d'accord...

Le diagnostic est correct. L'impossibilité de réformer est fort bien analysée. L'Assemblée Nationale, l'Administration et le gouvernement expriment...

« L'UDMA a « jailli périr » de ses illusions réformatrices. Il ne semble pas que malgré cette sévère auto-critique Fehrat Abbas ouvre une voie nouvelle... »

« Il est inconcevable que le gouvernement français se laisse dépouiller de ses prérogatives lorsqu'il s'agit de promouvoir une politique valable... »

« Lorsque la démocratie française reprendra les leviers de commande nous bénéficierons ipso-facto de cette évolution... »

« Les « démocrates français », en 1945, ont pris les leviers de commande du pouvoir politique, qu'ils ont perdus... »

« Si l'engagement alors au gouvernement, ministres du PCF et du Parti Socialiste, et ont avoué les 45.000 morts du Constantinois... »

Problèmes nord-africains

L'apogée du régime messalien

EN Afrique du Nord, le Parti dirigé par Fehrat Abbas, l'Union Démocratique du Manifeste Algérien se déclare partisan d'une politique basée sur des réformes...

LES CONTRADICTIONS POLITIQUES DE L'UDMA. A la conférence des cadres de son parti, Fehrat Abbas a dégagé, dans un discours que publie « La République Algérienne » le 16 avril 1954...

« Le dirigeant de l'UDMA pose étonnamment un vrai problème quand il soulève la voir un gouvernement français conséquent vaincre les egoïsmes des féodalités... »

« Le diagnostic est correct. L'impossibilité de réformer est fort bien analysée. L'Assemblée Nationale, l'Administration et le gouvernement expriment... »

« L'UDMA a « jailli périr » de ses illusions réformatrices. Il ne semble pas que malgré cette sévère auto-critique Fehrat Abbas ouvre une voie nouvelle... »

« Il est inconcevable que le gouvernement français se laisse dépouiller de ses prérogatives lorsqu'il s'agit de promouvoir une politique valable... »

« Lorsque la démocratie française reprendra les leviers de commande nous bénéficierons ipso-facto de cette évolution... »

« Les « démocrates français », en 1945, ont pris les leviers de commande du pouvoir politique, qu'ils ont perdus... »

« Si l'engagement alors au gouvernement, ministres du PCF et du Parti Socialiste, et ont avoué les 45.000 morts du Constantinois... »

LEURS VRAIS ALLIES. Le dirigeant de l'UDMA pose étonnamment un vrai problème quand il soulève la voir un gouvernement français conséquent vaincre les egoïsmes des féodalités...

Pour répondre à cette exigence (être « conséquent » dans la lutte contre les féodalités et les trusts) un tel gouvernement doit combattre les intérêts de la classe qui opprime les peuples coloniaux...

« Les « démocrates français » tentent d'inciter aux travailleurs de ce pays que leur cri peut être amélioré sans porter atteinte à la loi bourgeoise, sans briser le gouvernement et l'Etat bourgeois... »

« Le diagnostic est correct. L'impossibilité de réformer est fort bien analysée. L'Assemblée Nationale, l'Administration et le gouvernement expriment... »

« L'UDMA a « jailli périr » de ses illusions réformatrices. Il ne semble pas que malgré cette sévère auto-critique Fehrat Abbas ouvre une voie nouvelle... »

« Il est inconcevable que le gouvernement français se laisse dépouiller de ses prérogatives lorsqu'il s'agit de promouvoir une politique valable... »

« Lorsque la démocratie française reprendra les leviers de commande nous bénéficierons ipso-facto de cette évolution... »

« Les « démocrates français », en 1945, ont pris les leviers de commande du pouvoir politique, qu'ils ont perdus... »

« Si l'engagement alors au gouvernement, ministres du PCF et du Parti Socialiste, et ont avoué les 45.000 morts du Constantinois... »

NOUVELLE DÉPORTATION de Bourghiba

Le E cynisme du représentant de l'impérialisme français en Tunisie, M. Voizard dépasse les bornes.

De l'île de la Galité, Habib Bourghiba se voit transférer, loin de son pays, à l'île de Groix ; il est toujours en surveillance et interdit de séjour dans son pays...

« Les « démocrates français » tentent d'inciter aux travailleurs de ce pays que leur cri peut être amélioré sans porter atteinte à la loi bourgeoise, sans briser le gouvernement et l'Etat bourgeois... »

« Le diagnostic est correct. L'impossibilité de réformer est fort bien analysée. L'Assemblée Nationale, l'Administration et le gouvernement expriment... »

« L'UDMA a « jailli périr » de ses illusions réformatrices. Il ne semble pas que malgré cette sévère auto-critique Fehrat Abbas ouvre une voie nouvelle... »

« Il est inconcevable que le gouvernement français se laisse dépouiller de ses prérogatives lorsqu'il s'agit de promouvoir une politique valable... »

« Lorsque la démocratie française reprendra les leviers de commande nous bénéficierons ipso-facto de cette évolution... »

« Les « démocrates français », en 1945, ont pris les leviers de commande du pouvoir politique, qu'ils ont perdus... »

« Si l'engagement alors au gouvernement, ministres du PCF et du Parti Socialiste, et ont avoué les 45.000 morts du Constantinois... »

LIBEREZ MESSALI !

LE PEUPLE ALGERIEN n'oublie pas

8 MAI. Pour chaque Algérien cette date évoque le souvenir de 45.000 des siens qui en 1945 tombèrent victimes de la plus lâche des provocations impérialistes.

Ce 8 mai 1945, des réjouissances marquaient partout fin de la guerre en Europe. En Algérie, à Sétif en particulier, de pacifiques cortèges populaires demandant pour le peuple algérien des réformes...

« Les « démocrates français », en 1945, ont pris les leviers de commande du pouvoir politique, qu'ils ont perdus... »

« Si l'engagement alors au gouvernement, ministres du PCF et du Parti Socialiste, et ont avoué les 45.000 morts du Constantinois... »

« Les « démocrates français », en 1945, ont pris les leviers de commande du pouvoir politique, qu'ils ont perdus... »

« Lorsque la démocratie française reprendra les leviers de commande nous bénéficierons ipso-facto de cette évolution... »

« Les « démocrates français », en 1945, ont pris les leviers de commande du pouvoir politique, qu'ils ont perdus... »

« Si l'engagement alors au gouvernement, ministres du PCF et du Parti Socialiste, et ont avoué les 45.000 morts du Constantinois... »

Le nouveau Résident MAROCAIN

DEVANT l'échec patent de la politique Juin - Guillaume - El Glaoui, l'impérialisme français change de résident. M. Lacoste est un diplomate très droit de ses opinions...

« Les « démocrates français », en 1945, ont pris les leviers de commande du pouvoir politique, qu'ils ont perdus... »

« Lorsque la démocratie française reprendra les leviers de commande nous bénéficierons ipso-facto de cette évolution... »

« Les « démocrates français », en 1945, ont pris les leviers de commande du pouvoir politique, qu'ils ont perdus... »

« Si l'engagement alors au gouvernement, ministres du PCF et du Parti Socialiste, et ont avoué les 45.000 morts du Constantinois... »

LIBEREZ MESSALI !

LIBEREZ MESSALI !

# de tous les pays

U. R. S. S.

## Insulte à Cronstadt

Le Présidium du Soviet Suprême de l'URSS, sous la signature de Vorouchilov vient d'attribuer à la forteresse de Cronstadt... parce que Cronstadt a fourni par ses marins le contingent important de révolutionnaires qui ont si puissamment contribué au triomphe de la Révolution d'Octobre.

Non pas, car le décret du 17 mai 1964 stipule :

« A l'occasion du 25<sup>o</sup> anniversaire de la fondation de Cronstadt qui a bien mérité de la patrie il est décidé :

« 1) de décorer la forteresse de l'Ordre du Drapeau Rouge ;

« 2) d'ériger un monument célébrant cet anniversaire ;

« 3) d'apposer des plaques commémoratives sur les immeubles où vivaient et travaillaient les hommes les plus marquants de l'histoire de la flotte russe. Makarov, Popov, Lazarev ».

La Révolution d'Octobre 1917 que Trotsky définissait comme « le point de départ d'une nouvelle ère de l'humanité dans son ensemble » n'est plus pour la caste privilégiée des bureaucraties qu'un moment de la vie de la patrie russe.

« Aurora » qui pointait leurs canons sur le Palais d'Hiver pour abattre l'absolutisme sont aujourd'hui amalgamés dans ses boueuses critiques aux armées tzaristes sous le vocable criminel de héros de la patrie.

★

## Quand le bâtiment va

Securité du contrôle de la production, vivand dans la crainte d'un renvoi ou d'un déplacement à la moindre critique, les ouvriers soviétiques assistent impuissants à la gabegie de la bureaucratie dans la gestion de l'économie planifiée.

Lorsque les abus prennent une proportion inquiétante pour le maintien du système bureaucratique lui-même, la critique venue d'en haut se hâte de les dénoncer pour limiter les excès des maladroits. Encore heureux si la bureaucratie, dans sa critique, ne s'en prend pas aux travailleurs eux-mêmes pour couvrir sa propre turpitude.

« Pendant la réparation du grand magasin Uniter, on lui a obligé de changer deux fois la toiture. »

« Dans beaucoup de maisons réparées, la toiture fuit, les portes se détachent, les parquets se fendent. »

« Obligé par discipline du travail » de pendre sur un plâtre frais, le peintre soviétique doit faire d'amères réflexions sur les parquets dont la bureaucratie gère la grande conquête de la Révolution d'Octobre : l'économie planifiée.

Kenya

## Des renforts pour les Mau-Mau

La manœuvre de « pacification » tentée par les Anglais auprès du mouvement Mau-Mau a échoué lamentablement. Bien mieux, l'importante tribu des Kambas a rejoint les Kikuyus (âme de la révolte) dans la lutte. Détail important :

« Les élections sont intervenues dans un moment où la situation économique que dénonce la récession commencée en 1962. La crise se manifeste essentiellement par une baisse des cours du blé et l'augmentation du chômage. »

L'industrie du pays a besoin d'investissements importants que seul peut lui donner en dehors d'une planification socialiste l'impérialisme nord-américain. Une loi récemment votée favorise de nouveaux les investissements étrangers. Les sociétés de grandes firmes impérialistes, comme la « Standard Oil » et la « International Harvest », se sont lancées dans la conquête de l'économie argentine et déjà l'on voit se multiplier leurs investissements dans les secteurs de l'industrie pétrolière, de la métallurgie, des industries chimiques. Le capital étranger contrôle déjà plus de 60 % de l'économie du pays. Il est autorisé à exporter annuellement 5 % de ses profits, ce qui constitue la pénurie de devises. En outre, le capital investi a des exigences très élevées concernant le prolétariat, et des offensives marquées de produit pour l'augmentation des cadences.

Le grand capital est soutenu réso-

lément par le gouvernement Péron qui s'appuie sur la CGT (contrôle antidémocratique) pour empêcher la mobilisation de la classe ouvrière contre l'offensive capitaliste. Péron a déclaré qu'il ne tolérerait pas d'augmentations de salaires et que les ouvriers devaient se sacrifier « patriotiquement ». Cependant, juste à la veille de ses élections, l'Argentine a subi une augmentation de 100 pesos par mois, et la CGT se déclara satisfaite. En fait, pour conserver le niveau de vie, les salaires devraient être de 1.100 pesos ; après l'augmentation accordée, il atteint 850 pesos.

Une classe ouvrière exprime son mécontentement et dans toutes les usines se font entendre des protestations contre la CGT et le gouvernement. Péron annonce que les secteurs d'avant-garde réussissent à organiser cette protestation et se mobilisent en proposant dans leurs syndicats des programmes de lutte pour arrêter l'offensive patronale et obtenir la démocratie syndicale, qu'annulent les bureaucraties de la CGT. (1) Le mécontentement ne s'est manifesté que dans les zones où la campagne électorale, dont le prolétariat n'attendait rien pour la solution de ses problèmes. Cependant, des auditeurs nombreux s'inscrivent pour les réunions d'un nouveau parti, le « Parti Socialiste de la Ré-

volution Nationale », actif principalement dans les faubourgs industriels de Avellaneda et Quatro de Junio où est située 50 % de l'industrie argentine.

Le gouvernement, désireux de faire preuve de libéralisme a aux yeux du capital étranger, autorisé une certaine opposition, limitée notamment par l'absence de radicaux dans les seuls péronistes. Les staliniens, par exemple, se virent refuser une allocation de papier pour éditer leur journal.

Le plus grand parti de l'opposition : le « Union Civique Radical » (analogue au parti radical français), dans une campagne pleine de confusion et, en fait, réactionnaire, soutenue par les propriétaires fonciers et les petits commerçants. En fait, les radicaux ont été discrédités par leurs longues années de capitulation servile devant le capital étranger, qui s'est toujours appuyé sur eux.

J. JORAIL.

(1) De vastes mouvements de grèves « sauvages », déclenchés contre la volonté des dirigeants péronistes des syndicats, ont entraîné des centaines de milliers de travailleurs.

L'industrie frigorifique (capitale pour le pays), les industries chimiques, les textiles notamment, ont manifesté nettement leur revendication d'un véritable minimum vital. (N.D.L.R.)

lution Nationale », actif principalement dans les faubourgs industriels de Avellaneda et Quatro de Junio où est située 50 % de l'industrie argentine.

Le gouvernement, désireux de faire preuve de libéralisme a aux yeux du capital étranger, autorisé une certaine opposition, limitée notamment par l'absence de radicaux dans les seuls péronistes. Les staliniens, par exemple, se virent refuser une allocation de papier pour éditer leur journal.

Le plus grand parti de l'opposition : le « Union Civique Radical » (analogue au parti radical français), dans une campagne pleine de confusion et, en fait, réactionnaire, soutenue par les propriétaires fonciers et les petits commerçants. En fait, les radicaux ont été discrédités par leurs longues années de capitulation servile devant le capital étranger, qui s'est toujours appuyé sur eux.

J. JORAIL.

(1) De vastes mouvements de grèves « sauvages », déclenchés contre la volonté des dirigeants péronistes des syndicats, ont entraîné des centaines de milliers de travailleurs.

L'industrie frigorifique (capitale pour le pays), les industries chimiques, les textiles notamment, ont manifesté nettement leur revendication d'un véritable minimum vital. (N.D.L.R.)

lution Nationale », actif principalement dans les faubourgs industriels de Avellaneda et Quatro de Junio où est située 50 % de l'industrie argentine.

Le gouvernement, désireux de faire preuve de libéralisme a aux yeux du capital étranger, autorisé une certaine opposition, limitée notamment par l'absence de radicaux dans les seuls péronistes. Les staliniens, par exemple, se virent refuser une allocation de papier pour éditer leur journal.

Le plus grand parti de l'opposition : le « Union Civique Radical » (analogue au parti radical français), dans une campagne pleine de confusion et, en fait, réactionnaire, soutenue par les propriétaires fonciers et les petits commerçants. En fait, les radicaux ont été discrédités par leurs longues années de capitulation servile devant le capital étranger, qui s'est toujours appuyé sur eux.

J. JORAIL.

(1) De vastes mouvements de grèves « sauvages », déclenchés contre la volonté des dirigeants péronistes des syndicats, ont entraîné des centaines de milliers de travailleurs.

L'industrie frigorifique (capitale pour le pays), les industries chimiques, les textiles notamment, ont manifesté nettement leur revendication d'un véritable minimum vital. (N.D.L.R.)

lution Nationale », actif principalement dans les faubourgs industriels de Avellaneda et Quatro de Junio où est située 50 % de l'industrie argentine.

Le gouvernement, désireux de faire preuve de libéralisme a aux yeux du capital étranger, autorisé une certaine opposition, limitée notamment par l'absence de radicaux dans les seuls péronistes. Les staliniens, par exemple, se virent refuser une allocation de papier pour éditer leur journal.

Le plus grand parti de l'opposition : le « Union Civique Radical » (analogue au parti radical français), dans une campagne pleine de confusion et, en fait, réactionnaire, soutenue par les propriétaires fonciers et les petits commerçants. En fait, les radicaux ont été discrédités par leurs longues années de capitulation servile devant le capital étranger, qui s'est toujours appuyé sur eux.

J. JORAIL.

(1) De vastes mouvements de grèves « sauvages », déclenchés contre la volonté des dirigeants péronistes des syndicats, ont entraîné des centaines de milliers de travailleurs.

L'industrie frigorifique (capitale pour le pays), les industries chimiques, les textiles notamment, ont manifesté nettement leur revendication d'un véritable minimum vital. (N.D.L.R.)

lution Nationale », actif principalement dans les faubourgs industriels de Avellaneda et Quatro de Junio où est située 50 % de l'industrie argentine.

Le gouvernement, désireux de faire preuve de libéralisme a aux yeux du capital étranger, autorisé une certaine opposition, limitée notamment par l'absence de radicaux dans les seuls péronistes. Les staliniens, par exemple, se virent refuser une allocation de papier pour éditer leur journal.

Le plus grand parti de l'opposition : le « Union Civique Radical » (analogue au parti radical français), dans une campagne pleine de confusion et, en fait, réactionnaire, soutenue par les propriétaires fonciers et les petits commerçants. En fait, les radicaux ont été discrédités par leurs longues années de capitulation servile devant le capital étranger, qui s'est toujours appuyé sur eux.

J. JORAIL.

(1) De vastes mouvements de grèves « sauvages », déclenchés contre la volonté des dirigeants péronistes des syndicats, ont entraîné des centaines de milliers de travailleurs.

L'industrie frigorifique (capitale pour le pays), les industries chimiques, les textiles notamment, ont manifesté nettement leur revendication d'un véritable minimum vital. (N.D.L.R.)

lution Nationale », actif principalement dans les faubourgs industriels de Avellaneda et Quatro de Junio où est située 50 % de l'industrie argentine.

Le gouvernement, désireux de faire preuve de libéralisme a aux yeux du capital étranger, autorisé une certaine opposition, limitée notamment par l'absence de radicaux dans les seuls péronistes. Les staliniens, par exemple, se virent refuser une allocation de papier pour éditer leur journal.

Le plus grand parti de l'opposition : le « Union Civique Radical » (analogue au parti radical français), dans une campagne pleine de confusion et, en fait, réactionnaire, soutenue par les propriétaires fonciers et les petits commerçants. En fait, les radicaux ont été discrédités par leurs longues années de capitulation servile devant le capital étranger, qui s'est toujours appuyé sur eux.

J. JORAIL.

(1) De vastes mouvements de grèves « sauvages », déclenchés contre la volonté des dirigeants péronistes des syndicats, ont entraîné des centaines de milliers de travailleurs.

L'industrie frigorifique (capitale pour le pays), les industries chimiques, les textiles notamment, ont manifesté nettement leur revendication d'un véritable minimum vital. (N.D.L.R.)

lution Nationale », actif principalement dans les faubourgs industriels de Avellaneda et Quatro de Junio où est située 50 % de l'industrie argentine.

Le gouvernement, désireux de faire preuve de libéralisme a aux yeux du capital étranger, autorisé une certaine opposition, limitée notamment par l'absence de radicaux dans les seuls péronistes. Les staliniens, par exemple, se virent refuser une allocation de papier pour éditer leur journal.

Le plus grand parti de l'opposition : le « Union Civique Radical » (analogue au parti radical français), dans une campagne pleine de confusion et, en fait, réactionnaire, soutenue par les propriétaires fonciers et les petits commerçants. En fait, les radicaux ont été discrédités par leurs longues années de capitulation servile devant le capital étranger, qui s'est toujours appuyé sur eux.

J. JORAIL.

(1) De vastes mouvements de grèves « sauvages », déclenchés contre la volonté des dirigeants péronistes des syndicats, ont entraîné des centaines de milliers de travailleurs.

L'industrie frigorifique (capitale pour le pays), les industries chimiques, les textiles notamment, ont manifesté nettement leur revendication d'un véritable minimum vital. (N.D.L.R.)

lution Nationale », actif principalement dans les faubourgs industriels de Avellaneda et Quatro de Junio où est située 50 % de l'industrie argentine.

Le gouvernement, désireux de faire preuve de libéralisme a aux yeux du capital étranger, autorisé une certaine opposition, limitée notamment par l'absence de radicaux dans les seuls péronistes. Les staliniens, par exemple, se virent refuser une allocation de papier pour éditer leur journal.

Le plus grand parti de l'opposition : le « Union Civique Radical » (analogue au parti radical français), dans une campagne pleine de confusion et, en fait, réactionnaire, soutenue par les propriétaires fonciers et les petits commerçants. En fait, les radicaux ont été discrédités par leurs longues années de capitulation servile devant le capital étranger, qui s'est toujours appuyé sur eux.

J. JORAIL.

(1) De vastes mouvements de grèves « sauvages », déclenchés contre la volonté des dirigeants péronistes des syndicats, ont entraîné des centaines de milliers de travailleurs.

L'industrie frigorifique (capitale pour le pays), les industries chimiques, les textiles notamment, ont manifesté nettement leur revendication d'un véritable minimum vital. (N.D.L.R.)

lution Nationale », actif principalement dans les faubourgs industriels de Avellaneda et Quatro de Junio où est située 50 % de l'industrie argentine.

Le gouvernement, désireux de faire preuve de libéralisme a aux yeux du capital étranger, autorisé une certaine opposition, limitée notamment par l'absence de radicaux dans les seuls péronistes. Les staliniens, par exemple, se virent refuser une allocation de papier pour éditer leur journal.

Le plus grand parti de l'opposition : le « Union Civique Radical » (analogue au parti radical français), dans une campagne pleine de confusion et, en fait, réactionnaire, soutenue par les propriétaires fonciers et les petits commerçants. En fait, les radicaux ont été discrédités par leurs longues années de capitulation servile devant le capital étranger, qui s'est toujours appuyé sur eux.

J. JORAIL.

(1) De vastes mouvements de grèves « sauvages », déclenchés contre la volonté des dirigeants péronistes des syndicats, ont entraîné des centaines de milliers de travailleurs.

L'industrie frigorifique (capitale pour le pays), les industries chimiques, les textiles notamment, ont manifesté nettement leur revendication d'un véritable minimum vital. (N.D.L.R.)

lution Nationale », actif principalement dans les faubourgs industriels de Avellaneda et Quatro de Junio où est située 50 % de l'industrie argentine.

Le gouvernement, désireux de faire preuve de libéralisme a aux yeux du capital étranger, autorisé une certaine opposition, limitée notamment par l'absence de radicaux dans les seuls péronistes. Les staliniens, par exemple, se virent refuser une allocation de papier pour éditer leur journal.

Le plus grand parti de l'opposition : le « Union Civique Radical » (analogue au parti radical français), dans une campagne pleine de confusion et, en fait, réactionnaire, soutenue par les propriétaires fonciers et les petits commerçants. En fait, les radicaux ont été discrédités par leurs longues années de capitulation servile devant le capital étranger, qui s'est toujours appuyé sur eux.

J. JORAIL.

(1) De vastes mouvements de grèves « sauvages », déclenchés contre la volonté des dirigeants péronistes des syndicats, ont entraîné des centaines de milliers de travailleurs.

L'industrie frigorifique (capitale pour le pays), les industries chimiques, les textiles notamment, ont manifesté nettement leur revendication d'un véritable minimum vital. (N.D.L.R.)

lution Nationale », actif principalement dans les faubourgs industriels de Avellaneda et Quatro de Junio où est située 50 % de l'industrie argentine.

Le gouvernement, désireux de faire preuve de libéralisme a aux yeux du capital étranger, autorisé une certaine opposition, limitée notamment par l'absence de radicaux dans les seuls péronistes. Les staliniens, par exemple, se virent refuser une allocation de papier pour éditer leur journal.

Le plus grand parti de l'opposition : le « Union Civique Radical » (analogue au parti radical français), dans une campagne pleine de confusion et, en fait, réactionnaire, soutenue par les propriétaires fonciers et les petits commerçants. En fait, les radicaux ont été discrédités par leurs longues années de capitulation servile devant le capital étranger, qui s'est toujours appuyé sur eux.

J. JORAIL.

(1) De vastes mouvements de grèves « sauvages », déclenchés contre la volonté des dirigeants péronistes des syndicats, ont entraîné des centaines de milliers de travailleurs.

L'industrie frigorifique (capitale pour le pays), les industries chimiques, les textiles notamment, ont manifesté nettement leur revendication d'un véritable minimum vital. (N.D.L.R.)

lution Nationale », actif principalement dans les faubourgs industriels de Avellaneda et Quatro de Junio où est située 50 % de l'industrie argentine.

Le gouvernement, désireux de faire preuve de libéralisme a aux yeux du capital étranger, autorisé une certaine opposition, limitée notamment par l'absence de radicaux dans les seuls péronistes. Les staliniens, par exemple, se virent refuser une allocation de papier pour éditer leur journal.

Le plus grand parti de l'opposition : le « Union Civique Radical » (analogue au parti radical français), dans une campagne pleine de confusion et, en fait, réactionnaire, soutenue par les propriétaires fonciers et les petits commerçants. En fait, les radicaux ont été discrédités par leurs longues années de capitulation servile devant le capital étranger, qui s'est toujours appuyé sur eux.

J. JORAIL.

(1) De vastes mouvements de grèves « sauvages », déclenchés contre la volonté des dirigeants péronistes des syndicats, ont entraîné des centaines de milliers de travailleurs.

# L'action des trotskystes de Ceylan contre l'intervention impérialiste au Viet-Nam

Le LSSP (Lanka Sama Samaja Party, ou le Parti Socialiste International) est au premier rang de la lutte menée par les travailleurs de Ceylan contre la poursuite de la guerre impérialiste au Viet-Nam. Il mène campagne en particulier contre l'utilisation des aérodromes de Ceylan par le pouvoir américain amenant des renforts français dans la sale guerre d'Indochine.

## LA CONFERENCE DE COLOMBO

Le 26 avril, le LSSP adressait une lettre ouverte aux premiers ministres de l'Inde, du Pakistan, de Birmanie, d'Indonésie et de Ceylan, dont la conférence allait s'ouvrir à Colombo, même :

« Selon nous, la première tâche de cette Conférence est d'indiquer que les pays que vous dirigez aujourd'hui ne fonctionnent en aucune façon. La criminelle entreprise impérialiste en Indochine. En tant que Cinghalais, nous tenons pour honteuse la permission donnée par le gouvernement de Ceylan aux Globemasters américains transportant des troupes françaises pour l'Indochine d'atterrir et de faire le plein à l'aérodrome de Katunayake. En tant qu'Asiatiques, nous tenons pour également honteuse que les Globemasters aient obtenu les mêmes facilités à Karachi. Nous préférons que si l'acceptation de l'aide militaire américaine par le Pakistan est erronée, le maintien par Ceylan de son accord militaire avec l'impérialisme britannique l'est mille fois plus. Nous ajoutons qu'aucune conférence des pays asiatiques préférentiellement libres ne peut avoir la moindre autorité morale par rapport à l'Asiatique et les peuples coloniaux du monde si elle ne condamne pas clairement et sans équivoque de tels accords comme destructeurs de l'Asiatique et les peuples asiatiques impliqué par un tel accord.

Nous vous demandons d'aller plus loin... nous vous demandons d'exiger, plus énergiquement et fermement, un retrait immédiat de toutes les troupes impérialistes des pays asiatiques, et avant tout de l'Indochine et de la Malaisie, saignées à blanc par l'agression impérialiste ».

La lettre du LSSP s'élevait également contre les projets de Pacte de Défense du Sud-Est Asiatique signé par l'impérialisme américain et dénonce un des complots les plus marquants de ces projets.

Le 27 avril, Sir John Kotelawala, ministre de l'Indochine, a allié l'impérialisme anglais

et collaborateur de l'impérialisme américain et les combattants indochinois de la liberté ».

## UNE CAMPAGNE ACTIVE

La Conférence de Colombo achevée, le LSSP souligna que celle-ci n'avait « sur la question brûlante d'Indochine, rien fait de plus que d'être une illustration du rôle de serviles laquais de leurs patrons impérialistes respectifs joués par les gouvernements du Pakistan et de Ceylan. En particulier « le plus remarquable dans la motion sur l'Indochine est qu'elle ne mentionne même pas le droit du peuple vietnamien à déterminer son propre sort. Triste caricature de solution que celle qui écarte le peuple d'Indochine d'une décision concernant l'avenir de son propre pays ».

Le 8 mai se tint à Colombo un meeting monstre des partis de l'opposition, en protestation contre l'appel à l'impérialisme par le gouvernement Kotelawala. A ce meeting le camarade Colvin R. de Silva rappela la lutte du peuple vietnamien pour l'indépendance et le rôle qu'ils avaient joué les trotskystes, à Saigon en 1945 tout particulièrement. Il montra que la solidarité active avec le peuple vietnamien exigeait la lutte directe contre le gouvernement capitaliste de Colombo, attaché jusqu'au bout à l'alliance militaire avec l'impérialisme britannique.

Le LSSP a engagé par tous les moyens en son pouvoir la campagne de protestation contre le coup de poignet de la désobéissance au gouvernement Kotelawala, au peuple vietnamien. Ses nombreuses affiches ont été placées sur les murs, leugé et envoyé pour les déchirer, avec des lettres spéciales qui dans certains cas ont reçu une sévère correction.

Cette campagne renforcée de manifestations libérées de la part du LSSP ont étonné les victoires qu'il vient de remporter dans de nombreuses élections municipales, soit sur le peuple vietnamien, soit sur les candidats du front stalinien.

## LE REPRESENTANT DU NEO-DESTOUR

Son défilé de 1er mai, organisé en commun avec les syndicats de l'Union de la Jeunesse, a remporté un éclatant succès d'affluence, en dépit des pluies diluviennes de mousson.

Le 1er mai, les défilés, avec des allocutions des camarades N. M. Perera, Robert Gunawardena, D. G. Williams, Leslie Goonewardene et Colvin R. de

Silva, prit la parole, à titre d'invité, le secrétaire général du Neo-Destour, le camarade Sivalingam. Cette invitation donnait tout son sens anti-colonialiste à la manifestation du 1er mai organisée par les trotskystes cinghalais. Dans son discours, prononcé en arabe et traduit en cinghalais, le dirigeant du Neo-Destour déclara en particulier :

« Je suis heureux de pouvoir célébrer le 1er mai avec les travailleurs de Ceylan, ne serait-ce que parce que dans mon pays aujourd'hui des manifestations se font trop souvent dans la lutte. Dans la lutte de libération nationale qui s'engage aujourd'hui en Tunisie, les syndicats ne donnent pas seulement leur soutien, ils se trouvent à l'avant-garde. Voilà pourquoi ils se sont attirés la plus féroce répression de l'impérialisme français en Tunisie... Les travailleurs ont eu des succès dans la lutte sans la réalisation également de la libération nationale... Cette lutte de libération se réalisera comme le fait aujourd'hui à travers l'Afrique ».

Une des résolutions votées par le meeting du 1er mai condamnait l'aide à l'impérialisme par le gouvernement, exige l'abrogation du pacte militaire avec la Grande-Bretagne, et exprime sa solidarité avec les combattants de la lutte pour la liberté.

Une autre puissante manifestation samasamajiste vient de se tenir à Colombo : la 4<sup>e</sup> Conférence de la Ligue de la Jeunesse. Parmi les orateurs enthousiastes représentés, tout le jeunesse de l'île, Colvin R. de Silva exalta la mémoire des victimes du 1<sup>er</sup> mai, le 1<sup>er</sup> mai général, d'août 53 ; tous les défilés, presque tous samasamajistes. « Nous savons, a-t-il conclu, que notre sang arrosera enfin le sol de notre pays. Mais nous le verrons libre de l'impérialisme et du capitalisme. L'avenir est à nous ! »

## L'action militante des trotskystes au Viet-Nam

Le Viet-Nam en guerre ne laisse pas passer facilement en dehors de ses frontières des nouvelles sur la vraie situation politique et militaire, économique et culturelle du pays. Encore moins sur les organisations politiques et syndicales qui cherchent à regrouper des éléments révolutionnaires, surtout parmi les soldats vietnamiens, dont la plupart ont milité en France de 1944 à 1950.

Jusqu'ici nous n'avons pu obtenir que des nouvelles très brèves, de peu d'importance. Cependant, dernièrement, nos camarades nous ont informés sur leurs activités, soit dans les villages de Viet-Nam, soit dans les syndicats des villes de la zone Bao-Dai tenue par le corps expéditionnaire.

Travaillant dans des conditions extrêmement dures, et malgré l'état de guerre du pays, malgré la terreur exercée par les soldats du Tam-Bay-Vien, nos camarades sont arrivés à se regrouper et à regrouper des éléments nouveaux. Après deux années de travail et de lutte, ils ont obtenu aujourd'hui une large audience, surtout auprès du public ouvrier des villes. Certains ont participé à un meeting public, où ils ont traité de délégués d'ouvriers de leurs ateliers ou de leurs usines. Bien qu'ils n'aient pas encore la majorité des membres du Congrès, ils ont pu déjà créer une minorité agissante avec un programme politique bien précis. D'autres ont déployé leurs efforts sans compter dans la lutte contre l'analphabétisme.

Ces quelques rares nouvelles de nos camarades vietnamiens nous sont d'un grand intérêt. Si le travail trotskyste au Viet-Nam est peu spectaculaire en comparaison des luttes militaires victorieuses menées par le peuple vietnamien contre l'impérialisme, il ne mérite pas moins d'être signalé comme un exemple de fermeté révolutionnaire de la part de militants qui ont vu leur mouvement décimé par le terrorisme stalinién en 1944-45 et qui, aujourd'hui encore, se trouvent isolés et privés d'un soutien effectif de l'international.

## La Section Islandaise se rallie au comité de la IV<sup>e</sup> Internationale

Une intense discussion sur l'orientation de la 4<sup>e</sup> Internationale, sur l'appréciation pro-stalinienne donnée sur le Secrétariat International, le caractère de la grève générale d'août en France et des événements de juin à Berlin en particulier, s'est ouverte depuis 4 mois dans la section islandaise. Cette discussion s'est poursuivie en dépit des pressions exercées par la clique pailliste, 90 % des militants soutenaient la section islandaise. Le Comité International de la 4<sup>e</sup> Internationale.

La petite fraction pailliste resté alors du Secrétariat International a ordre de se retirer de la section islandaise, démocratiquement préparé ; elle fit donc scission, deux jours avant le Congrès, et va sans aucun doute être proclamée officiellement par le Comité International, conformément à un scénario déjà plusieurs fois répété.

Le nouvel acte éditorialiste vient confirmer, et il était encore besoin, le caractère liquidateur de la prétendue direction trotskyste mondiale de Pablo. Il n'a pas empêché la section islandaise, une fois autour de Pablo, conformément à son adhésion au Comité International, authentique centre de regroupement des trotskystes mondiaux.

# Classe ouvrière dans une gauche travailliste

(De notre correspondant en Grande-Bretagne)

La démission de Bevan du Comité exécutif du Labour Party continue d'avoir ses répercussions en Grande-Bretagne.

Il y a quinze jours, dans un article du « Daily Worker », organe semi-officiel de la droite du Labour Party, Herbert Morrison accusait Bevan de porter la responsabilité de la défaite travailliste aux dernières élections générales. L'article de Morrison était de toute évidence le coup d'éclat d'une campagne montée par les dirigeants droitiers des syndicats et du parti.

A l'origine de cette frénésie antibevaniste, il y a indiscutablement la conscience que la démission de Bevan exprime la malaise croissante provoquée, non seulement dans le Labour Party mais dans l'opinion publique en général, par l'alliance de guerre anglo-américaine, laquelle alliance est vitale pour le capitalisme anglais. La démission de Bevan fut le signal que l'intervention en Indochine, que l'impérialisme américain s'efforçait alors

d'organiser, soulevait une vague d'opposition dans le mouvement ouvrier.

Sans aucun doute, l'action de Bevan contribua à mettre en échec les plans de l'impérialisme américain au Moyen-Orient. La lutte engagée autour de lui retarda donc la division au sein du Labour Party entre ceux qui cherchent à mettre le parti à la remorque de l'impérialisme britannique et américain, et la majorité des membres de la base qui s'opposent à la défense du colonialisme en Extrême-Orient et à la reconquête des anciens territoires d'exploitation impérialistes.

L'alle droite compte déceper l'opposition soit en excluant Bevan soit en le ballonnant.

Dans le même temps, un conflit d'un grand intérêt se déroula au sein de l'alle gauche du Labour Party, tout autour d'un organe de la gauche, le journal « Socialist Outlook ».

Ayant fait ses débuts en 1948 comme mensuel, ce journal devint hebdomadaire

voici un an, il s'est fait très favorablement connaître dans les rangs du Labour Party pour sa défense franche et courageuse des principes socialistes. Cependant, ces six ou sept derniers mois, il a subi une dérive à droite et ses partisans tentaient de liquider l'indépendance et l'orientation de principe de « Socialist Outlook ».

Il y a quelques jours, le journal commença à reprendre à son compte les thèmes de la diplomatie staliniénne. C'est ainsi que, dans un numéro récent, on trouve le plan Molotov de sécurité collective comme une idée capable de mettre la classe ouvrière sur la voie des Etats-Unis Socialistes d'Amérique.

Les partisans abandonnèrent la claire position qui avait été celle du journal sur les problèmes coloniaux et allèrent jusqu'à s'opposer aux revendications de tous les pays coloniaux.

Tout ceci provoqua une forte opposition parmi les partisans du « Socialist Outlook ». A l'Assemblée générale annuelle de la Société d'Éditions travaillistes, qui détient le journal, cette opposition s'exprima vigoureusement par le rejet à une forte majorité du rapport du directeur du journal. Celui-ci ensuite démissionna.

A cette assemblée annuelle fut élu un nouveau Comité de rédaction du journal, qui publia une déclaration reproduite par le dernier numéro de «

LE FRONT OUVRIER

Les Centrales face à leur bilan

Chez les Métallurgistes de Loire-Inférieure

LES UNION, LES FACTEURS DE TOULOUSE font recevoir l'Administration

DEPUIS la grève du 28 avril, les organisations syndicales ont pu largement étudier ce mouvement, en tirer des conclusions et des perspectives pour les luttes de la classe ouvrière, qui ne s'arrêteront pas.

Elles commencent toutes par se féliciter de cette journée. La CGT exalte son succès et Molino, membre du bureau confédéral de la CGT, explique : « La grève a eu une ampleur encore plus grande que celle du 29 janvier, qui se déroulait avec l'accord de toutes les organisations syndicales... »

Quant à FO, son attitude serait « sublimement » risible, si ce n'était les intérêts des travailleurs qui sont en jeu. Bothereau, le lendemain matin, dans le journal de Jouviaux, tient à s'affirmer comme le dirigeant du syndicalisme réformiste et d'annoncer que si la grève n'a pas été un succès, c'est parce que c'est FO qui détient la plus grosse influence dans la classe ouvrière, et qu'elle a refusé de s'associer au mouvement.

Les militants regroupés autour du comité pour les assises nationales pour l'unité d'action ont pris une initiative très importante. Un meeting s'est tenu aux Sociétés Savantes, où parlait côte à côte des militants, des dirigeants de différentes centrales. Bouladour, Bothereau, Frischmann, Laverne, ont tenu sous le signe de la confrontation des opinions de militants de divers horizons, tous désireux de préparer un combat d'ensemble.

Roger SONTET.

S'ÉLEVE

AU Congrès CGT de la métallurgie de la Loire-Inférieure, les camarades unitaires ont présenté les positions qui leur apparaissent comme les plus capables de mobiliser la classe ouvrière. Ce congrès s'est tenu le 24 avril à Nantes.

Ces camarades, après avoir déposé des résolutions concernant l'unité d'action, et plus particulièrement les comités paritaires, position qui trouva sa confirmation dans les accords réalisés entre les unités départementales de ce département au cours de la grève du 28 avril et assura le succès de ce mouvement, déposèrent une résolution sur le problème de la CED, résolution dans laquelle on peut lire : « La lutte contre la guerre ne peut se mener que sous le caractère de la lutte de classe... »

Seul le Front unique de la classe ouvrière à l'échelle internationale repoussera la guerre en supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, suppression qui est la raison d'être de la FSM.

« La lutte contre la CED et contre la guerre d'Indochine doit se mener avec tous les prolétaires, et non avec les adversaires de la classe ouvrière, tels que Daladier et Mendès-France, qui sont contre la CED pour mieux exploiter les peuples d'Afrique du Nord, et dans un meilleur français... »

Cet écho est extrait du « Métallo Unitaire » organe du Comité de liaison des Métallurgistes pour l'unité et la démocratie syndicale (correspondant : Jean Gouffangé, 14, rue du Général-Humbert, Paris 14<sup>e</sup>), qui le publie dans son numéro 2, de mai 1954 côté à côté avec de nombreux échos d'entreprises.

CONFÉRENCE DE BERLIN contre la CED

Dans notre prochain numéro, nos lecteurs pourront lire un interview de Fernand Lange, secrétaire du Mouvement Révolutionnaire de la Jeunesse, retour de Berlin-Est, où il représenta le M. R. J. à la Conférence des Jeunes d'Europe contre la C.E.D.

font recevoir l'Administration

« La Tribune Libre des P.T.T. », dans son numéro 5 du 21 mai, relate l'expérience couronnée de succès des facteurs de Toulouse (acte principal) qui, grâce à leur Comité d'Unité d'Action et à l'action unique qu'ils ont menée, ont contraint l'Administration à remettre l'application de son projet de « réforme de la distribution ».

Ce projet, expliquent les facteurs de Toulouse dans un tract de leur Comité d'Unité d'Action, visait à « surcharger les facteurs et améliorer le service sur leur dos, toujours sous le prétexte de la productivité ».

« L'Assemblée générale qui a élu le Comité d'Action de Vigilance et fixe ou ratifie l'action commune ; les dirigeants de la section CGT, les dirigeants de la section FNSA et les meilleurs des dirigeants de la section FO, qui constituent les délégations pour la lutte ; tels sont les instruments du succès, et qui expliquent l'UNANIMITÉ des débrayages. L'expérience de Toulouse montre la voie... »

Pour la victoire des revendications essentielles des travailleurs, il ne s'agit que de transposer cette réalisation à l'échelle nationale.

Dans ce même numéro de la « Tribune Libre », sous le titre « Que faire après les 29 janvier et 28 avril ? », D. Lafèvre (FNSA-PLM) et C. Mirigne (OGT-Paris Central) écrivent :

LES CONDITIONS DE LA VICTOIRE

En août 53 la magnifique grève unanime des postiers a marqué de deux atouts principaux : d'une part la plupart des fédérations se sont réunies à la section CGT, le Comité National d'Action qui est le premier élément de la direction de la lutte. D'autre part, les postiers discutèrent les besoins de leur grève à l'échelon des bureaux, mais non sur le plan régional où aucun vote sur des propositions n'intervint, et encore moins sur le plan national.

On n'était pourtant pas trop de tous pour mettre au point la manière de vaincre les « non » de M. Laniel.

Il fallait que les fédérations se lient entre elles par un pacté et s'engagent devant les postiers à l'appliquer.

Il fallait constituer par élection, les Comités régionaux et nationaux de grève, deuxième élément de la direction de la lutte. Un exemple nous en est donné, aujourd'hui, par les facteurs de Toulouse.

(1) Rédaction-Administration : D. Lafèvre, 19, rue Pasteur, Valenton (Seine-et-Oise).

font recevoir l'Administration

C'est dans ce sens qu'il faut souscrire à la motion Bousset-Portes, soumise au vote de la Conférence ouvrière départementale de la Seine, le 29 mars, qui suggérait la constitution d'un Comité paritaire inter-confédéral pour la préparation de la grève du 21 heures.

Maintenant, il ne reste plus qu'à travailler pour imposer par la réalisation du Front Unique de toutes les organisations syndicales.

Dans le même sens, Authière (CGT-PLM) écrit : « Il est temps, grand temps de « repenser » l'unité. Non pas sur la base de comités élus ; en dehors de FO, la CGT et des Autonomes, mais dans des cartels paritaires à tous les échelons avec FO, CGT et Autonomes... »

Signaux également que la « Tribune Libre », sous la plume du militant CGT Jean Gilois, s'élève contre les mesures dont la direction CGT vient de frapper Pierre Wenger, dirigeant syndical fédéral, qui a osé dénoncer l'abandon des postiers en lutte par la CGT, le 21 août dernier.

Pierre Wenger, élu à plus de 80 % des voix de son syndicat au congrès de Lyon, et désigné par ce syndicat pour le représenter au conseil, a été éjecté par un conseil fédéral fantôme, sous les investigations d'un bureau fédéral qui, à ce même congrès de Lyon, était élu avec à peine 50 % de voix.

Pierre Wenger est également le secrétaire CGT qui, suivant le vœu de tous les militants et adhérents de la Région Parisienne et de la majorité de ceux de province, a eu le courage de prendre ses responsabilités et de ne pas continuer à « pondre », après le lâche abandon de ceux qui savaient pourtant la voie encore « pondre » de si confiants communiqués.

Camarades CGT, il est grand temps de réagir.

N'hésitez pas à écrire ou à venir dire ce que vous pensez de ce fait à la Fédération, qui devrait pouvoir affirmer qu'elle est la CGT.

N'hésitez pas à vous exprimer dans la « Tribune Libre des P.T.T. », sans que n'aurez pas obtenu libre expression dans le « Lien professionnel ». Et enfin, resserez vos rangs autour des militants que vous jugerez honnêtes pour relayer avec eux une véritable OGT démocratique et sociale.

Et en attendant, honneur à Pierre Wenger et à la base CGT, qui ne veulent pas trahir les aspirations de la classe ouvrière, tout entière.

(Suite de la première page.)

rence de la Fonction Publique que la FEN rejeta en 1952 mais a adopté après les grèves de mai 1953. Heureusement l'UGFF-CGT. Il faudra aller plus loin encore dans la voie de l'unité d'action. Tel est le sens du soutien qu'apportent les chapeignants unitaires au mot d'ordre d'Assises Nationales d'Unité d'Action.

PORTES, secrétaire général de la Fédération Nationale des Syndicats Autonomes des P.T.T., dresse un bilan de l'action ouvrière depuis le début de la grève. Les tentatives de toutes les centrales, tour à tour, pour avoir « leur » journée de grève n'ont pas abouti. Et Fortes rappelle en particulier les décisions de grève prises au sein de la CGT, tour à tour, pour avoir « leur » journée de grève n'ont pas abouti. Et Fortes rappelle en particulier les décisions de grève prises au sein de la CGT, tour à tour, pour avoir « leur » journée de grève n'ont pas abouti.

Le seul résultat visible de cette tactique est l'offensive gouvernementale. E. Faure a prononcé son projet de « reclassement », par lequel il tente de séparer les revendications de la fonction publique de celles des autres travailleurs. Il compte pour cela sur la division syndicale, les rivalités de corporations et de catégories. Contre ce projet, les organisations syndicales lancent leur combat dans un ordre dispersé. Une puissante et unique protestation, telle est la nécessité de l'heure, elle exige des organismes inter-syndicaux, elle exige des délégués de chaque organisation, quel que soit leur nombre, sont tous présents pour engager la parole de leur syndicat. Dans ces conditions, claires de cette entente sont réalisées, alors les travailleurs s'engagent avec enthousiasme dans la lutte et ils donneront à fond, conclut Fortes vivement applaudi.

LEMOINE, secrétaire du syndicat CGT des mineurs de Louches (Nord), se livre ensuite. Il évoque de façon impressionnante les héroïques luttes des mineurs, leurs 56 jours de grève, tout seuls dans la lutte, l'échec dû à la dispersion des forces ouvrières en 1948. C'est août 53 qui vit se réaliser l'action unie de toutes les corporations, la classe ouvrière du Nord conquit de grands espoirs. Dans ses défites de masse, entourée de ses défilés de toute la population, en l'absence de la police qui se terrait, elle lançait ses revendications de salaires, mais

LE MEETING DU 25 MAI

aussi son cri « A bas Laniel » (applaudissements). Si l'Unité d'action s'était partout réalisée sur la base des revendications immédiates, il n'en reste pas moins que le mouvement, ce stade, était dirigé contre l'Etat capitaliste ! Mais le Nord se demandait : que fait Paris ? Pour ce qui est de la Loire du Nord, qui comme ceux de Nantes marchaient sur leurs préfectures et sous-préfectures, attendaient que le mouvement se réveille, mais les parisiens marchent sur l'Assemblée Nationale ! (Mouvements d'applaudissements.) Lemoine ensuite, à l'intention d'Hébert, affirme la possibilité de mouvoir l'unité de la classe ouvrière dans une CGT unique, pour peu que la véritable démocratie y soit assurée, que la classe ouvrière puisse librement juger des mérites respectifs de tel ou tel dirigeant ; et la classe ouvrière nantaise, à n'en pas douter, reconnaîtrait ceux du camarade Hébert (vifs applaudissements).

Et le camarade Lemoine conclut : l'ère des grèves tournantes et sporadiques est terminée. Pour ce qui est de son rapport rien. A nous de créer dans la classe ouvrière le climat nécessaire de confiance dans la lutte et dans son issue. Pour ce qui est de nous nous reverrons dans d'autres meetings unitaires analogues à celui-ci. Et disons mieux : disons qu'il faut maintenant réunir, sur une telle tribune et devant les travailleurs assemblés, les dirigeants confédéraux eux-mêmes ! (Applaudissements nourris.)

RENARD, ouvrier non-syndiqué des usines Renault, représentant le Comité Permanent, est l'orateur suivant. Le bilan assez sombre du mouvement chez Renault le 28 avril, dit-il, ne doit pas être imputé aux travailleurs. Ceux-ci ont le désir de combattre ; mais pas dans n'importe quelles conditions. Renard rappelle les directives données par Tollet aux cadres syndicaux Renault le 17 août, la veille du jour où devait se décider la participation de Renault à la grève générale. Ce n'est pas un mouvement à fond... chez Renault, une grève de 24 ou de 48 heures est peut-être

une meilleure formule » (cf. à ce sujet LA VERITE n° 355). Tollet voudrait freiner le mouvement ; le 28 avril montre qu'il l'a effectivement freiné. Aujourd'hui les travailleurs exigent l'unité et sa condition essentielle : les comités paritaires. Voilà la question que Frachon a étudiée lorsqu'il vint chez Renault préparer la grève du 28 avril.

Aujourd'hui, les travailleurs tirent le bilan de toute une série de mouvements, laissés dans direction, ou dispersés, ou limités, qui n'ont pas pu faire pilier le gouvernement. Ils désirent donc qu'on en finisse avec les grèves dispersées, avec le rejet mutuel des responsabilités, et qu'on engage l'action unie jusqu'au bout. Pour cela, conclut Renard très applaudi, ils exigent, non des Conférences ouvrières du genre de celles de mars, exemple de ce qu'il ne faut pas faire, mais de véritables Assises d'Unité d'Action, locales, départementales, et nationales !

LES secrétaires généraux des différentes Centrales ouvrières avaient été conviés à venir exposer leurs vues sur l'Unité d'action au Meeting des Sociétés Savantes. Aucun ne donna de réponse. Le nombre de la CGT dépendant était venu, et demanda la parole : Frischmann, secrétaire général de la Fédération Postale-CGT, et membre de la Commission Administrative de la CGT. Il exprima par ici, commença à avoir l'opinion personnelle. Après avoir lu attentivement les articles et tracts préparatoires de ce meeting, j'ai eu ce matin une conversation avec le camarade Renard. Il me dit que je n'ai pas déconseillé de venir à ce meeting et les différents camarades intervenus avant moi qu'on n'ait pas été quelque peu masqués par les précédents orateurs : la section syndicale a été commandée par l'étranger et financée à coups de dollars.

LES UNION, LES FACTEURS DE TOULOUSE

Mais en 1953 les yeux des travailleurs se sont ouverts. Août 53, c'est vrai, n'a été qu'un début. Oui, nous sommes à la veille de grandes manifestations, les travailleurs exigent l'unité et sa condition essentielle : les comités paritaires. Voilà la question que Frachon a étudiée lorsqu'il vint chez Renault préparer la grève du 28 avril.

Et le camarade Frischmann affirme : la CGT est prête, en la personne de ses deux secrétaires généraux, à s'associer à la même table que les représentants de la CGT-FO, de la CGT, de la FEN. Elle est prête à discuter sans poser aucune condition préalable et à vouloir faire pour trouver le programme d'unité et les formes d'action qui réalisent l'unité.

Reprenant certains termes de la lettre du Comité Permanent aux secrétaires confédéraux, Frischmann demande à aussi bien pour le 29 janvier que pour le 28 avril, peut-on nier les efforts de la CGT ? Certes on peut discuter de la justesse de telle ou telle tactique, et nous en discutons. Mais, quant aux Conférences ouvrières, s'il voulait en changer le caractère, pourquoi Bothereau n'y est-il pas venu ?

En réalité, la CGT est prête à accepter toutes les conditions, sauf celles qui impliqueraient un renoncement à son action contre l'exploitation et le gouvernement, contre la guerre du Viet-Nam. Dans cette condition conforme aux intérêts ouvriers, la CGT sera présente et ne fera pas de tournants », conclut Frischmann fraternellement applaudi par les assistants.

FRISCHMANN alors reprend la parole. Reprenant le point de Lambert et l'orientation donnée aux grèves d'août, il s'écrie : « Tollet a prononcé les paroles qui ont été citées et qui ne signifient rien. Mais j'en appelle au témoignage du camarade Fortes. Ai-je jamais tenu devant les postiers, en grève, au mois d'août, un pareil langage ? Je repète ma déclaration de tout à l'heure, continue Frischmann. Nous demandons que les organisations syndicales se réunissent et discutent, sans condition préalable. Quant à la forme des mouvements à venir, c'est la classe ouvrière qui décidera. De toute façon, nous serons d'accord l'espérons, nous nous sommes unis pour mener ensemble la grève générale jusqu'au bout ! »

LES UNION, LES FACTEURS DE TOULOUSE

Et cette question en pose une autre, centrale : les dirigeants sont-ils prêts à entamer la lutte unie jusqu'au bout, celle qui mènerait à l'assaut de l'Etat bourgeois ? S'ils l'étaient, ils reprendraient le mot d'ordre d'Assises Nationales de l'Unité d'Action et de galvaniser les énergies de la classe ouvrière.

FRISCHMANN alors reprend la parole. Reprenant le point de Lambert et l'orientation donnée aux grèves d'août, il s'écrie : « Tollet a prononcé les paroles qui ont été citées et qui ne signifient rien. Mais j'en appelle au témoignage du camarade Fortes. Ai-je jamais tenu devant les postiers, en grève, au mois d'août, un pareil langage ? Je repète ma déclaration de tout à l'heure, continue Frischmann. Nous demandons que les organisations syndicales se réunissent et discutent, sans condition préalable. Quant à la forme des mouvements à venir, c'est la classe ouvrière qui décidera. De toute façon, nous serons d'accord l'espérons, nous nous sommes unis pour mener ensemble la grève générale jusqu'au bout ! »

APRES une mise au point du camarade Hébert et la lecture d'une résolution qui fut adoptée par l'unanimité de l'assistance, moins 8 voix, la réunion fut levée. Chaque travailleur présent au meeting emportait une profonde conviction : le 25 mai, grâce à l'action des militants unitaires de toutes tendances et de toutes corporations, grâce aussi à l'apport du camarade Frischmann, un immense pas avait été franchi dans la direction du grand meeting interconfédéral de demain, dans la direction des Assises Nationales qui unifient et organisent la classe ouvrière pour la mener à la bataille finale.

Le gérant : Fontanel. Travail exécuté par des ouvriers syndiqués. Société Parisienne d'Impression 4, Rue Souffier, Paris (18<sup>e</sup>).